

## Notes de lecture

**Stuart Hall – *Identités et cultures. Politiques des cultural studies***

(2007). Paris, Éditions Amsterdam, 327 p.  
[édition établie par Maxime Cervulle ;  
traduit de l'anglais par Christophe Jaquet]

Les éditions Amsterdam continuent leur politique de traduction d'ouvrages américains et britanniques sur les politiques minoritaires (féministes, gaies et lesbiennes, postcoloniales) avec l'introduction des *cultural studies* grâce à ce volume d'essais de Stuart Hall, pour la première fois disponibles en français. Il faut donc tout d'abord saluer ce travail éditorial de collection des différents essais dans un volume extrêmement cohérent proposé par Maxime Cervulle. Son introduction est particulièrement utile en ce qu'elle propose des éléments de contexte théorique et historique de la démarche de Stuart Hall. La traduction de Stuart Hall marque, on l'espère, le début d'une *hybridation*, pour reprendre un concept qui lui est cher, des sciences sociales françaises au contact des *cultural studies* britanniques. Hybridation dont il faudrait comprendre pourquoi elle ne s'est pas faite plus tôt. La

résistance à l'introduction des *cultural studies* a probablement partie liée à la façon dont le marxisme a été redéployé en France depuis les années 1960. Celui-ci a orienté la sociologie vers un structuralisme et une focalisation sur les déterminants socio-économiques, laissant de côté la question des représentations et de la culture qui, à l'inverse, s'est trouvée au centre du débat lancé par les *cultural studies* outre-Manche. Ces dernières s'y sont développées, comme le rappelle le premier chapitre du livre, à la fois dans la lignée d'une relecture culturaliste du marxisme proposée par des historiens tels que Edward P. Thompson et Raymond Williams qui affirmaient le rôle constitutif de la culture dans les rapports de pouvoir et de domination, et en décalage avec elle puisque les objets scrutés par cette focale culturaliste ont changé, passant de la classe ouvrière anglaise à la diaspora noire. Il faut sûrement aussi voir dans ces chemins divergents entre le Royaume-Uni et la France l'effet de configurations postcoloniales différentes, de discours sur la

nation et de politiques de reconnaissance qui ont permis dans un cas la visibilisation d'intellectuels noirs au sein du monde universitaire (et au-delà d'artistes et de 'praticiens culturels' noirs sur la scène publique), sujets post-coloniaux revenus 'troubler' la métropole. Dans le cas de la France, leur émergence a été beaucoup plus tardive et semble s'effectuer non pas autour d'enjeux de politiques de la représentation (voir le chapitre 9 du volume sur l'évolution de cette lutte politique en Angleterre) mais autour d'enjeux de mémoire. Il serait donc particulièrement pertinent de penser la situation française contemporaine au miroir de l'histoire anglaise que Stuart Hall retrace dans les chapitres 1 et 3 du livre où il décrit le projet des *cultural studies* comme une « *politique du travail intellectuel* », de production « *d'intellectuels organiques* », au moins « *au sens métaphorique* » pour penser la question raciale dans le contexte britannique.

Malgré ce décalage temporel, ces essais sont d'une actualité saisissante dans le contexte français. Leur assemblage permet à la fois d'introduire le paradigme des *cultural studies* (les quatre premiers chapitres abordent la question de la fondation et du contexte culturel et académique d'émergence de cette problématique disciplinaire) et de donner à voir la façon complètement différente dont la question de la race

et de l'ethnicité a pu, grâce à cette approche, être posée en Angleterre avec l'apparition de concepts (diaspora noire, racisme institutionnel, postcolonialité, etc.) insistant sur les relations que les identités minoritaires entretiennent avec l'identité majoritaire qu'il convient de comprendre, elle aussi, comme une identité ethnique. Le volume permet également de saisir l'influence d'Antonio Gramsci sur le travail de Stuart Hall (chapitre 5) et son apport pour le renouvellement de l'analyse des producteurs de représentations que sont les médias. Enfin, ce volume aborde de façon passionnante la question de la définition, et des limites, du postcolonial et du multiculturalisme dans les deux derniers essais du volume.

S'il fallait résumer les lignes de tensions, les articulations conceptuelles qui parcourent cette collection d'essais aux sujets par ailleurs forts diversifiés (des médias au postcolonial en passant par la culture populaire), on pourrait être tenté d'avoir recours à la figure de la *différance* derridienne que Stuart Hall aime à mobiliser pour tenter de comprendre ce qui se joue dans les politiques de représentation de la race, de l'ethnicité ou du postcolonialisme. En effet, Stuart Hall s'inspire de Derrida pour rappeler que la différence ne doit pas être posée comme absolue, elle n'a de sens que dans un système de relations, en rapport avec un « *en dehors* », elle est donc fondamentalement

relationnelle et non essentielle. Cette perspective l'amène à conceptualiser le postcolonialisme comme un déplacement plutôt qu'une rupture historique, comme le passage « *d'une conception de la différence à une autre* » (p. 273) qui substitue à la binarité colonisateur-colonisé, Lumières-tradition, une compréhension des « *transculturations, de traductions culturelles, destinées à troubler pour toujours le 'ici et là' des binarismes culturels* » (p. 274). Elle conduit également Stuart Hall à penser le multiculturalisme comme une transformation du langage de la race et de l'ethnicité dans lequel l'ethnicité blanche se trouve révélée, visibilisée, et l'opposition entre universalisme et particularisme reconstruite. Dans la lignée de la relecture de l'universalisme proposée par Ernesto Laclau, Stuart Hall tente d'éviter le double écueil de la différence absolue d'une identité culturelle qui posséderait un contenu essentiel et figé, et celui d'une hégémonie culturelle qui fait passer son particularisme pour un universel (voir le dernier chapitre de l'ouvrage). Fidèle à son plaidoyer en faveur de la *différance*, Stuart Hall est attentif à toutes les dimensions de l'identité culturelle qui la déplacent, la travaillent de l'intérieur, la modifient. Il prend donc en compte de façon systématique la façon dont d'autres identités liées au genre, et à la sexualité en particulier, viennent transformer

l'identité raciale et ethnique, qu'il s'agisse de celle, stéréotypée, qui véhicule les rapports de domination, ou de celle qui se veut le véhicule d'une émancipation. Stuart Hall note ainsi : « *Les politiques noires radicales se sont souvent maintenues en équilibre autour de conceptions particulières de la masculinité noire, qui sont désormais remises en cause par les femmes noires et par les gays noirs* » (p. 209). L'approche de Stuart Hall propose donc une relecture du concept de *différance* (parfois interprété par les féministes comme une tentative d'annexion de la positivité du 'féminin' au profit du pouvoir phallogocentré) qui peut s'avérer particulièrement féconde pour les études de genre et pour la tentative actuelle, au sein des théories féministes, de conceptualiser l'intersectionnalité.

**Éléonore Lépinard**

Université de Montréal (Canada)

**Elsa Dorlin (textes choisis et présentés par) – *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Textes de Michèle Wallace, Combahee River Collective, Audre Lorde, Barbara Smith, Hazel Carby, bell hooks, Laura Alexander Harris, Patricia Hill Collins, Kimberly Springer, Beverly Guy-Sheftall.**

(2008). Paris, L'Harmattan « Bibliothèque du féminisme », 262 p.

« *Ce recueil de textes de la pensée et du mouvement fémi-*

*nistes africains-américains est le premier du genre en France* », écrit Elsa Dorlin au début de sa stimulante préface à ce livre hors du commun. Il n'est pas courant qu'un recueil d'essais d'une telle densité sur le plan conceptuel se lise (et se relise !) comme un roman. Qui lira ici devra inévitablement se confronter à sa propre place dans « *la ligne de couleur* ». Mais le livre résonne aussi d'expériences générationnelles inattendues. Quand Michele Wallace (1975) décrit comment, fillette, elle allongeait ses cheveux avec des tissus pour ressembler aux héroïnes (blanches) du cinéma : j'ai joué le même jeu avec mes cheveux tout plats (toutes les petites filles blanches ne sont pas « *canon* » !). Alors, se dit-on, peut-être que les ratés dans l'identification avec le canon de la féminité ont joué un rôle pour beaucoup d'entre nous dans la remise en question des rôles qui nous étaient imposés. Et quand elle décrit les injonctions à se tenir à leur place adressées à leurs « *sœurs* » par les hommes Noirs<sup>1</sup> « *révolutionnaires* » sur les campus des années 1970, on pourrait remplacer 'noir' par 'gauchiste', l'exaspération serait la même ! Familière aussi, la rage du Combahee River Collective (1978), féministes et lesbiennes Noires qui font le constat d'être attaquées par

des hommes Noirs parce qu'intelligentes, ce qui signifie aussi considérées comme « *laidérons* ». Les expériences se font écho, la richesse du livre étant de les mettre au jour jusque dans leurs ambiguïtés. Le portrait ici tracé des féministes, de toutes classes et couleurs confondues, est sans complaisance. Le livre nous convoque sans cesse à nous interroger sur notre propre positionnement par rapport à celui des autres. En ce sens, il réalise le projet du texte d'Audre Lorde (1984) : rompre avec « *les multiples façons que nous avons de nous priver de nous-mêmes et des autres* ». « *Je ne peux vraiment pas enseigner la littérature des femmes Noires, leur expérience est si éloignée de la mienne. Pourtant depuis combien d'années enseignez-vous Platon, Shakespeare ou Proust ?* » Ou bien : « *C'est une femme blanche, que peut-elle vraiment avoir à me dire ?* »

Les féministes blanches n'ont pas eu à vivre la tension de devoir à la fois dénoncer l'oppression de leurs hommes et s'en déclarer solidaires, les lesbiennes blanches ont pu s'affirmer séparatistes, un luxe auquel se refusent les lesbiennes Noires du Combahee River Collective, solidaires des autres personnes discriminées pour leur couleur de peau. Wallace rappelle aussi comment les femmes blanches et les hommes Noirs ont pu se donner l'illusion d'une émancipation dans la rencontre amoureuse inter-

<sup>1</sup> J'ai respecté la graphie des auteures et utilisé la majuscule pour l'adjectif 'Noir' quand elles le font, on constatera qu'elle tend à disparaître chez les plus jeunes.

raciale (comme si faire l'amour avec un homme noir et le faire savoir suffisait en matière de lutte contre le racisme et le sexisme). Le livre engage tout au long les féministes blanches à s'interroger sur leur propre racisme. Il ne suffit pas « *de se conduire poliment envers les femmes Noires* » comme les femmes blanches l'ont appris de leurs parents, « *c'est plus subtil que ça* » écrit Barbara Smith (1979). Les femmes blanches doivent pour surmonter leur racisme individuel et institutionnel « *franchir le barrage que représente l'idéologie pernicieuse du professionnalisme* », c'est-à-dire la distance prise par le féminisme académique avec le mouvement des femmes dont il est pourtant issu. « *Femme blanche, écoute !* » titre Hazel Carby (1982) qui conclut : « *aux féministes blanches, nous demandons que voulez-vous dire au juste lorsque vous dites 'NOUS' ?* » Carby affirme que la tâche du féminisme noir n'est pas seulement de rendre visibles les femmes noires mais « *le processus de prise en compte de leur position historique et actuelle est, en soi, une mise en question des catégories et des présupposés de la pensée féministe dominante* » : « *famille* », « *patriarcat* », « *dépendance* », « *reproduction* », « *progrès* ». Comme le souligne Elsa Dorlin, un féminisme noir français n'existe pas, non plus qu'à proprement parler une histoire des femmes noires en Métropole comme en Outre-mer. Notre

historie (traduction du jeu de mots *herstory*) des femmes ne serait-elle pas une histoire blanche ? Par ailleurs, dans une société « *impérialiste* », écrit Carby citant bell hooks, « *la femme qui est vue comme inférieure en raison de son sexe peut également être vue comme supérieure en raison de sa race, même dans des relations avec des hommes d'une autre race* ». Tous les hommes ne dominent pas toutes les femmes et le traitement différentiel des hommes noirs en régime impérialiste ou colonial avec sa traduction en termes de chômage supérieur à celui des femmes noires, fait largement écho chez nous au stigmate du 'garçon arabe'. Les alternatives à construire, selon Carby, doivent s'attaquer au cœur du problème : l'exploitation racialisée, une lutte qui n'est pas à commencer, car l'histoire révèle que les femmes colonisées ont en réalité toujours été actives contre l'oppression, même si leur rôle reste à écrire. « *Nous n'accepterons pas d'être noyées purement et simplement dans l'histoire européenne occidentale* » (Lorde citée par Carby).

La sororité, interprétation féministe de la fraternité ou solidarité, est discutée dans un registre critique par Wallace, Carby et bell hooks (1986). Cette dernière montre que la sororité a été conçue comme une « *association de victimes* » où, paradoxalement, les femmes Noires n'avaient pas leur place. Les blanches les percevaient, conformément aux

stéréotypes en vigueur dans leur société à cette époque, comme « *si fortes* » qu'elles n'avaient pas besoin de s'impliquer dans le mouvement féministe ! La sororité est alors, selon bell hooks, devenue « *une autre manière de fuir la réalité* ». Elle souligne l'écart entre un refus illusoire de la confrontation fondé dans l'« *amour inconditionnel* » prescrit à l'intérieur des groupes (féministes universitaires blanches, travailleuses *wasp* (*white anglo-saxon protestant*), anarcho-féministes, cite-t-elle) et l'hostilité des féministes à l'encontre des femmes qui n'appartiennent pas à leur groupe. L'unité politique, selon bell hooks, implique avant tout de transformer les relations de femme à femme. Il n'y aurait pas besoin de souffrir de la même oppression pour être solidaire : « *Toute femme peut s'élever pour s'opposer politiquement à l'oppression sexiste, raciste, hétérosexiste ou sociale.* » Le texte suggère cependant que la sororité entre blanches et noires vient buter sur la division raciale du travail : « *Ce sont souvent des femmes blanches qui représentent le supérieur immédiat ou la figure d'autorité à laquelle sont confrontées les femmes noires sur le plan professionnel.* » bell hooks critique également les divisions entre les groupes de femmes de couleur (latinas, asiatiques ou indiennes) et leur « *racisme intériorisé* ». Mais là aussi, la division du travail joue un rôle central en créant

les conditions d'une compétition entre les groupes racialisés. Le texte de bell hooks invite à ne pas sous-estimer les enjeux qui organisent la division du travail entre femmes. Le travail, justement, est au centre de la construction du point de vue des femmes Noires dans l'article de Patricia Hill Collins (1989) consacré à « *la construction sociale de la pensée féministe Noire* ». Cet article est souvent cité parmi les articles princeps sur les épistémologies du « *point de vue* ». Pas de pensée sans expérience et le travail fait toute la différence. Les vieilles employées domestiques Noires dont Hill Collins relaie la parole l'ont bien compris : « *Comme je travaille, je n'ai pas à me tracasser pour ce qui tracasse les blanches chez qui je travaille*, dit Hannah Nelson. *Et si ces femmes s'occupaient elles-mêmes de leurs maisons, elles penseraient exactement comme moi – du moins à ce sujet.* » Hill Collins montre « *comment on peut passer de l'expérience de l'oppression à la définition d'un point de vue singulier sur cette expérience, et enfin à la résistance* ». Elle définit la pensée du féminisme Noir comme reformulant « *une conscience qui existe déjà* », fournissant « *aux Africaines-Américaines un nouvel outil pour résister à toutes les formes de subordination* ». Cet article propose aussi une réflexion toujours actuelle sur les modes de validation des sciences sociales au sein

de l'Académie et sur la disqualification contre laquelle doivent lutter les savoirs issus d'expériences marquées par l'oppression. Hill Collins oppose érudition et sagesse, un savoir d'expérience indispensable pour assurer la survie des dominé-e-s. Une 'sagesse' qui s'entend aussi dans sa dimension empathique, ancrée dans un souci pour la survie : une « éthique du care » soutenue par les formes de communauté Noires, dont l'Église. Hill Collins plaide pour une « épistémologie féministe afrocentrique » qui « remet en cause à la fois le contenu des idées considérées comme vraies et la manière d'arriver à la vérité ».

Laura Alexander Harris (1996) montre que « le point de vue » ne peut se comprendre sans en passer par son incarnation dans un corps avec son désir et sa couleur de peau. En l'occurrence, un corps *queer* : une *fem* noire claire de peau. « Féminisme noir-queer » : l'association est trompeuse car le propos n'est pas additif. Saisies dans leurs relations au niveau autobiographique, ces trois dimensions (identitaires et théoriques) sont plutôt agencées de façon tectonique : elles se frottent, s'entrechoquent, glissent les unes sur les autres, s'écartent ou se confondent. *Queer* signifie ici une attention particulière au pouvoir du désir. S'inscrivant plus dans une classe (moyenne) et une culture (pop des années 1970) que dans une communauté, Alexander Harris prend la chan-

teuse anglo-amérindienne Cher et surtout sa propre mère, une Napolitaine qui eut trois enfants d'un homme à la peau foncée, ainsi que ses copines, comme « grandes prêtresses » de son panthéon féministe. Des hétéros « à talons hauts, maquillées, décolletées, parfumées que le féminisme voulait laver et libérer ». « Elles étaient bien décidées à se marrer un peu avant qu'il ne soit trop tard. Revenir revendiquer ses désirs et les nommer : ce fut cela la révolution féministe de ma mère. » Des pratiques qui furent perçues par les féministes idéologues comme « anti-féministes ». Laura Alexander Harris répond aux critiques qui accusent « le féminisme noir-queer de se consumer dans la sexualité et de laisser de côté d'autres questions cruciales » (une critique qui fait pendant à la sienne vis-à-vis du féminisme noir : avoir tenu sous silence la sexualité des femmes noires). « C'est le même corps », dit-elle, qui est tenu de servir et dont le plaisir est nié, ouvrant ainsi la voie à une approche moins clivée de l'expérience vécue.

Laura Alexander Harris et Kimberly Springer se définissent comme des filles du féminisme, la contribution de cette dernière ouvre une passionnante réflexion sur le passage entre générations. Si les Africaines-Américaines se sont attelées à déconstruire le mythe de la 'femme-Noire-forte', les incidences de cette identité

forgée initialement dans l'expérience du travail la plus dure, celle de l'esclavage, continuent de marquer les formes autorisées de subjectivité et ce qui se transmet entre mères (biologiques ou spirituelles) et filles. Faire preuve de vulnérabilité ou de fragilité serait proscrit. Springer envisage la filiation en termes de ressources, une histoire sur laquelle s'appuyer, mais aussi en termes de contraintes : comment les jeunes femmes Noires peuvent-elles inventer leur propre chemin sans se sentir écrasées par l'aura de leurs aînées (génération des droits civiques, puis grandes figures du féminisme Noir des années 1970) ? Mais contrairement à ce que les jeunes femmes Noires ont pu penser à un moment, dit-elle, leurs mères n'ont pas tout accompli. Springer interroge ainsi le poids du stéréotype sexuel de « *la sexualité prétendument licencieuse* » des femmes Noires sur le silence qui recouvre la sexualité dans le féminisme Noir. Les nouvelles générations ne réinventent donc pas « *la roue du féminisme* », elles lui ouvrent d'autres espaces.

Finalement, la même interrogation court sur presque trente ans : Comment le féminisme Noir peut-il ne pas « *tomber amoureux du son de sa propre voix* » ? Comment peut-on le réorienter « *vers un féminisme tourné vers l'action* » ? Comment ne pas exclure, au nom d'une orthodoxie féministe, des pratiques et des

individu-e-s ? De ce point de vue, le livre invite l'ensemble des courants du féminisme à incorporer les questionnements théoriques et politiques du *black feminism* dont l'une des propositions les plus intéressantes est la volonté de créer de multiples alliances entre femmes, sans abraser ou hiérarchiser leurs différences.

**Pascale Molinier**  
Psychologue, CNAM

**Donna Haraway – *Manifeste cyborg et autres essais. Sciences – Fictions – Féminismes***

**Anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan.**

(2007). Paris, Exils « Essais », 336 p.

Avec cette anthologie, c'est l'essentiel des questionnements complexes et suggestifs de Donna Haraway qui devient accessible en français, ce qui en soi est un événement. Il importait en effet que cette lauréate du prix Bernal (plus haute distinction dans le domaine des technosciences), figure incontournable du champ des études culturelles de la science et de la technologie mais encore trop peu connue en France, soit un jour traduite en français.

Après des études de zoologie à l'université de Yale, Haraway découvre bientôt que ce qui l'intéressait vraiment, c'était avant tout la façon dont la biologie faisait partie de la politique, de la religion et de la culture. Elle occupe aujourd'hui une chaire de History of Consciousness à l'université de Californie à Santa Cruz



où elle continue inlassablement de lutter pour les causes féministes, antiracistes, écologistes et pacifistes. En tant que chercheuse féministe et historienne des sciences, ses travaux couvrent différentes disciplines comme la primatologie, la théorie féministe du genre, la science-fiction ou encore les technologies de l'information, ce qui permet de lire son œuvre selon des perspectives diverses et variées.

Cette anthologie regroupe six essais (publiés entre 1985 et 1997) comptant parmi les plus importants de son œuvre et ayant tous en commun de s'attaquer à la fois au sexisme, au racisme, au capitalisme et au colonialisme qui ont marqué la tradition occidentale des sciences et techniques.

Étant donné l'importance de Donna Haraway dans les *science and technology studies* et comme cette anthologie recueille des textes clés du champ, je m'intéresserai ici à ceux de ces essais qui portent plus particulièrement sur le thème « théorie féministe, histoire, épistémologie et philosophie des sciences » : « Manifeste cyborg », « Savoirs situés », « Le patriarcat de Teddy Bear » et « Le témoin modeste ».

### **Féminisme, sciences et techniques : « les savoirs situés »**

« Manifeste cyborg » a été publié pour la première fois aux États-Unis en 1985 et en France qu'en 1992. Dans ce texte réédité à plusieurs reprises et dont

l'anthologie reprend le titre, sans doute pour marquer que c'est l'un des plus célèbres de l'auteure, Haraway reprend l'image du cyborg, un « *organisme cybernétique, hybride de machine et de vivant* » (p. 30) inspiré de la science-fiction, pour caractériser les « *frontières transgressées* » qui séparent l'humain de l'animal, les organismes des machines et le physique de ce qui ne l'est pas. Pour l'auteure, il est en effet de plus en plus difficile de savoir ce qui appartient à la nature ou à la culture. Il s'ensuit que dans ce monde postmoderne des identités fracturées et contradictoires, le féminisme ne saurait se fonder sur des politiques d'identités. Ainsi, considérant qu'« *il n'y a rien dans le fait d'être femme qui puisse créer un lien naturel entre les femmes* » (p. 32) et étant donné les « *divisions qui opposent les féministes les unes aux autres* » (p. 39), Haraway interroge la pertinence d'un « *nous* » féministe et affirme que c'est une coalition en termes d'affinité plutôt que d'identité qui permettrait de dépasser ces problèmes. De façon générale, Haraway veut rompre avec les identités universalistes totalisantes et va jusqu'à poser la question, dans le texte « *Ecce Homo* », de la possibilité historique du sujet 'femme'. Pour elle, l'abolitionniste Sojourner Truth, femme noire et ancienne esclave, incarne le mythe du cyborg, une figure « *ostensiblement inappropriée* »

(méprisée, non féminine, sans terre, sans nom, sans toit, dépossédée de ses enfants) qui réclamait le statut d'humain dans son discours « Ne suis-je pas une femme ? » De façon ironique, « *l'identité [de femme] y est à la fois revendiquée et déconstruite* ». Pour Haraway, elle « *vient bouleverser toutes nos représentations, sans exception, de l'humanité* » et « *nous rappelle combien [ce que nous ne pouvons pas ne pas désirer] est un universel aussi problématique* » (p. 240). Avec d'autres féministes, Haraway critique les universels de la modernité et embrasse certaines versions postmodernes, mais n'en reste pas moins en quête de solutions pour une alternative aux relativismes.

Ce danger du relativisme l'oblige à reconsidérer l'une des questions fondamentales de la philosophie et de l'épistémologie des sciences et techniques : l'objectivité. Dans « Savoirs situés », publié pour la première fois dans la revue *Feminist Studies* (1988), en réponse aux arguments développés par Sandra Harding dans *The science question in feminism* (1986), Haraway cherche une version féministe de l'objectivité et affirme que « *l'objectivité féministe signifie alors tout simplement 'savoirs situés'* » (p. 115). Selon elle, les études féministes de la science traitant du problème de l'objectivité, ou plus spécifiquement de celui du savoir, peuvent se regrouper en deux catégories : les approches constructiviste et

empiriste. La première présente le risque du relativisme, « *une façon d'être nulle part tout en prétendant être partout de la même manière* » (p. 120) et la seconde fait apparaître le sujet connaissant comme étant « *invisible* ». Haraway dénonce cette « *innocence* » car le sujet n'est ni « *neutre* » ni « *non pollué* ». En réalité, il est corporel, moderne, hétérosexuel, occidental, masculin et blanc. Ces deux approches n'ont donc pas permis de voir que le sujet connaissant est toujours 'situé' quelque part et que sa perspective est nécessairement partielle et partielle.

L'un des apports majeurs d'Haraway réside dans l'identification de cette tension épistémologique fondamentale : celle d'« *avoir en même temps une prise en compte de la contingence historique radicale de toutes les prétentions au savoir et de tous les sujets connaissant [...] et aussi un engagement sans artifice pour des récits fidèles d'un monde 'réel'...* » (p. 113). À la différence des autres postures postmodernes, Haraway revendique une position de responsabilité, mais la difficile combinaison du constructivisme social radical et du postmodernisme pose d'importants problèmes à la théorie féministe.

Les études féministes de la science (états-uniennes) ont proposé différentes stratégies épistémologiques pour dépasser les conceptions traditionnelles du

sujet de la modernité. Non sans critique, Haraway partage la stratégie matérialiste du positionnement qui trouve ses origines chez Marx. Cette version féministe soutient qu'il y a un point de vue des femmes (Dorothy Smith) ou féministe (Nancy Hartsock), qui détient le privilège épistémologique, grâce aux différentes expériences des femmes dans leurs relations de production/reproduction. Dans l'épistémologie de positionnement féministe, les assujettis sont privilégiés comme sujets connaissant. Haraway écrit qu'« *il y a de bonnes raisons de penser qu'en dessous des super plates-formes spatiales des puissants, on a de meilleures perspectives de vue* » (p. 118). Elle partage avec d'autres féministes, comme Fox Keller, l'idée d'une « *science de relève* ». Cependant, Haraway reconnaît aussi que « *les points de vue des assujettis ne sont pas 'innocents'. Au contraire, ils sont privilégiés parce qu'en principe moins susceptibles d'autoriser le déni du noyau critique et interprétatif de tout savoir* » (p. 119). Bien que séduisante, cette stratégie épistémologique produit dans les termes postmodernistes un récit tout aussi partial que celui qu'il cherche à remplacer. Ni plus vrai, ni plus critique, mais autre. En remplaçant le sujet actuel par un sujet féministe (ou femme), ne risque-t-on pas également de reproduire ces mêmes déviations ?

Toutes les approches épistémologiques féministes ont ceci de

commun – et c'est là qu'on saisit toute l'importance de la notion de « *savoirs situés* » reprise par Haraway – qu'elles reconnaissent le caractère situé et incarné du sujet connaissant. Dans « *Le témoin modeste* » (1996), à la relecture des textes scientifiques les plus importants dans le champ, Haraway observe que le genre des acteurs n'est jamais questionné. Elle se demande « *comment certains hommes sont-ils devenus transparents, invisibles à eux-mêmes, des témoins légitimes de la réalité des faits cependant que la plupart des hommes et des femmes étaient rendus tout simplement invisibles* » (p. 316). La 'modestie' spécifique du scientifique (mâle) fait qu'« *il témoigne ; il est objectif ; il garantit la clarté et la pureté des objets* » (p. 311). Haraway cherche un « *témoin modeste* » plus corporel et bien que la réflexion optique permette de le rendre visible, elle préfère un modèle qui ne produit pas le même. Ce modèle est la « *diffraction* », fondée sur « *l'articulation* » plutôt que sur la représentation. Pour elle, la connaissance critique devrait diffracter plutôt que refléter les modèles actuels de la technologie.

### **Genre, race et nature**

Dans ses essais, Haraway propose de façon très originale une transformation de la vision et des notions mêmes de sujet et d'objet. Comme le montrent ses écrits sur

l'histoire de la primatologie, son récit ne porte pas sur le choix entre 'nature' ou 'culture' mais sur le 'trafic' entre ces deux concepts.

« Le patriarcat de Teddy Bear » par exemple, essai publié dans *Primate Visions* (1989) qui relate la perturbante histoire du développement de l'African Hall, de l'American Museum of Natural History à New York, créé par le taxidermiste Carl Akeley (mâle blanc), montre très bien que, pour l'auteure, parler des sciences et techniques revient à parler de politique. Dans cet essai, Haraway met en évidence les politiques viriles et racistes présentes dans les dioramas de l'African Hall lorsqu'elle écrit : « *L'union de la vie et de la mort [...] annonce la vérité morale qui est au cœur du Muséum. C'est la virilité, dans sa vérité active [...]. Dans le monde à l'envers qu'est le Patriarcat de Teddy Bear, c'est dans l'art de tuer que la vie se construit et non dans l'accident que constitue la naissance individuelle, matérielle* » (p. 150). À travers l'histoire et la biographie du scientifique Akeley (écrites et recueillies par des femmes – en général ses épouses – qui racontent les exploits et la vie de ce personnage), elle dévoile ainsi l'histoire de la primatologie du XX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire l'histoire coloniale des États-Unis avec les politiques de race, de genre et de classe qu'elle implique. Ceux qui lisent Haraway pour la première fois trouveront là une brillante

analyse croisant les concepts de nature, de genre, de classe, de race et de nation.

L'originalité d'Haraway tient finalement à une pratique herméneutique distinctive, particulièrement convaincante. La prose de l'auteure rend toutefois la compréhension parfois difficile. Et à cet égard, l'avant-propos de Delphine Gardey et la préface de Laurence Allard, même si celle-ci discute un texte qui n'est pas encore traduit en français (mais qui mériterait de l'être), sont bien utiles pour introduire les lecteurs et lectrices à la pensée de l'auteure.

Il faut aussi saluer le travail de traduction, compte tenu de la difficulté de la prose, et remercier les éditrices d'avoir mis le public français en mesure de lire, relire (car une fois n'est jamais assez) et discuter des textes de Donna Haraway. La traduction en français d'une partie de son œuvre est une très bonne nouvelle pour la communauté tant scientifique que militante et promet des débats très riches.

**Artemisa Flores Espínola**

Institut de philosophie, CSIC  
Université Complutense de Madrid

**Marylène Lieber – *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question***

(2008). Paris, Presses de la FNSP « Fait Politique », 324 p.

Le sentiment d'insécurité, particulièrement instrumentalisé à l'occasion des élections présidentielles de 2002, renvoie à la fois à

une 'peur-préoccupation', c'est-à-dire une préoccupation sécuritaire, et à une 'peur pour soi', c'est-à-dire la crainte individuelle d'être personnellement victime d'une agression. Les hommes et les femmes de l'enquête de Marylène Lieber (les entretiens furent réalisés entre 2002 et 2003) expriment de façon indifférenciée cette préoccupation sécuritaire. Cependant, les résultats de son travail démontrent aussi que la 'peur pour soi' demeure une notion genrée, qui concerne exclusivement le groupe des femmes.

Pour analyser le déséquilibre entre ces deux dimensions du sentiment d'insécurité, l'auteure présente dans un premier temps une analyse des politiques publiques de sécurité. Le Contrat local de sécurité (CLS) de Paris, lors de l'élection de Bertrand Delanoë en 2001, exprimait une préoccupation importante de la part de la nouvelle municipalité à l'égard des violences envers les femmes, y compris dans les espaces publics. Cependant, en dépit d'outils d'élaboration comme les marches exploratoires (enquêtes de terrain par un groupe de résidentes pour identifier les éléments urbanistiques pouvant susciter un sentiment d'insécurité), le souci des violences envers les femmes a disparu dans les déclinaisons du CLS parisien dans les arrondissements, au gré de résistances individuelles et institutionnelles. Le projet initial fut vidé de sa substance 'féministe'. Selon

l'auteure, ce processus de dépolitisation de la question des violences envers les femmes dans la mise en place du CLS de Paris suit, de ce point de vue, une logique comparable à celle du processus d'institutionnalisation du féminisme. En effet, ce dernier se traduit, le plus souvent, par une neutralisation de ses enjeux fondamentaux. À Paris, comme ailleurs, il revient aux femmes de 'faire attention' et, par exemple, de ne pas se déplacer seules la nuit tombée ; ces précautions semblent relever du 'bon sens', et non des politiques publiques.

Dans un deuxième temps, Marylène Lieber présente les résultats de son enquête auprès de résidents et résidentes de trois quartiers différents. Si précédemment son analyse se focalisait sur un niveau institutionnel de la préoccupation sécuritaire, son enquête révèle les représentations différenciées et genrées de l'insécurité. En effet, les femmes interrogées n'investissent pas l'espace public de la même façon que les hommes de l'enquête, car elles ont 'peur'. Or, sur quels éléments est fondée cette peur ? Comme le rappelle l'auteure, selon le degré de prise en considération des rapports sociaux de sexe, les recherches consacrées à la violence se distinguent entre celles s'intéressant aux violences et à la sécurité, et celles concernant les violences envers les femmes. Le champ conceptuel des 'violences

envers les femmes' intègre à la fois les violences institutionnelles et interpersonnelles, verbales, psychologiques ou physiques dont les femmes sont victimes. Cette perspective guida l'*Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France* (ENVEFF), lancée en 2000<sup>2</sup>. Cette approche globale permet d'appréhender ces violences comme un continuum, car les agressions physiques ou sexuelles s'accompagnent généralement d'agressions psychologiques ou verbales. Un même rapport social de domination sous-tend ce continuum des violences envers les femmes, et il demeure un « *moyen fondamental de contrôle social, essentiel au maintien d'un ordre social sexué* » (p. 43). Ce continuum permet de comprendre l'importance de la peur dans la perception qu'ont les femmes de l'insécurité. Ainsi, une violence qu'on qualifiera de mineure (comme par exemple une insulte sexiste) appelle directement chez la victime la crainte d'une violence plus grave (comme le viol). Le continuum des violences envers les femmes est constitutif de la socialisation sexuée, et permet la reproduction permanente des rapports sociaux de sexe. L'auteure souligne que cette peur des femmes, contrairement à l'insécurité, perçue comme un relâchement du tissu social et

donc du contrôle social, est une illustration d'un contrôle social sexué qui pèse sur elles.

L'enquête de Marylène Lieber montre qu'il revient aux femmes de composer avec cette peur lorsqu'elles investissent les espaces publics. Les enquêtées révèlent l'élaboration de tactiques d'évitement et de gestion du risque, qu'elles mettent en pratique au quotidien. Cette peur pour soi, unanimement évoquée par toutes les femmes rencontrées, recouvre une dimension spatiotemporelle spécifique. Ainsi, être seule la nuit dans un espace public (dans une rue tout simplement) constitue pour les enquêtées un risque potentiel 'allant de soi'. Ce risque est incorporé et participe à la reproduction socio-sexuée de l'espace : hommes/espace public, femmes/sphère privée. La crainte de violences à caractère sexuel (de la simple 'drague' à l'agression physique) est le véritable terreau de ces tactiques de contournement des risques. Ce risque incorporé implique un colossal travail de conditionnement et de préparation. Ainsi, le moment et le lieu des déplacements sont anticipés par les femmes interrogées, leur environnement est l'objet d'un diagnostic constamment réactualisé. Cette peur est minimisée par certaines interlocutrices, elles rejettent sa dimension structurelle et collective, pour la réduire à un sentiment individuel, avec lequel elles doivent composer. Or, comme le souligne Lieber, la

<sup>2</sup> Maryse Jaspard et al. (2002). *Les violences envers les femmes en France. Une enquête nationale*. Paris, La Documentation française « Droits des femmes ».

reconnaissance de la peur sexuée comme un problème social permettrait de la dépasser. La sexualité et la crainte des violences sexuelles constituent la colonne vertébrale de cette 'peur pour soi', puisque les femmes semblent conditionnées pour présenter une 'féminité respectable' lorsqu'elles investissent l'espace public, et d'autant plus s'il s'agit de déplacements nocturnes et solitaires. L'objectif toujours énoncé est de ne pas être 'provocantes'. Le prétendu caractère incontrôlable et irrésistible du désir sexuel des hommes et la responsabilité individuelle des victimes d'agressions sexuelles sont, semble-t-il, toujours et encore cautionnés. De ce point de vue, le mythe de la disponibilité sexuelle des femmes est toujours d'actualité.

En définitive, l'analyse de Lieber des politiques publiques de sécurité et des pratiques individuelles rend compte de la réalité et de la performativité du continuum des violences envers les femmes. Ainsi, en s'appuyant notamment sur les travaux de Carol Gardner<sup>3</sup>, l'enquête de Marylène Lieber met en lumière la fonction sociale des sifflements, insultes, agressions verbales ou physiques dont les femmes peuvent être l'objet dans les espaces publics. Ces derniers constituent de puissants 'rappels à l'ordre

sexué' d'autant plus performants que cette peur sexuée des espaces publics est construite par les expériences vécues. Les médias accordent une place plus importante aux violences à l'égard des femmes commises à l'extérieur en comparaison avec les violences conjugales, pourtant plus courantes. De même, l'éducation des garçons et des filles est nettement différenciée de ce même point de vue. La violence sexuée potentielle dans les espaces publics est alors érigée en « *mythe pour assurer la bicatégorisation sexuée* » (p. 264).

Enfin, Lieber met l'accent sur l'entrecroisement, dans cette problématique sécuritaire, des rapports sociaux de sexe, de classe et de 'race'. En effet, ces peurs sexuées constituent aussi un vecteur de renforcement du racisme. En outre, l'absence de débats, malgré un contexte d'égalitarisme formel, à propos des violences spécifiques faites à l'encontre des femmes, laisse libre cours, au-delà des discriminations de genre, au renforcement des discriminations de classe et de 'race'. L'ouvrage de Lieber propose une analyse multidimensionnelle du rapport social de sexe, dans une de ses expressions (le sentiment différencié d'insécurité) au niveau institutionnel (les CLS) et au niveau individuel. Cette analyse permet de mettre en évidence les inégalités persistantes inhérentes à ce rapport, bien difficile à réduire du fait des pseudo-explications

<sup>3</sup> *Passing by. Gender and Public Harassment* (Berkeley, University of California Press, 1995).

naturalisantes fréquemment avancées qui peuvent se résumer à cette formule : une femme circulant seule prend des risques, et il lui revient de composer avec ces risques.

**Patricia Legouge**

Doctorante en sociologie,  
Université de Strasbourg,  
Cultures et Sociétés en Europe

**Genèses** – « Femmes d'élection » (2007). N° 67, juin, p. 2-88.

*Genèses*, revue de sciences sociales et d'histoire, présente ici un dossier fort intéressant et documenté contenant quatre articles évaluant le passage des femmes vers le pouvoir par le mode électif. Le questionnement porte sur l'utilisation du genre comme ressource dans une telle compétition, et la solidité d'une telle démarche.

Le premier article, « Des quotas à la parité : 'Féminisme d'État' et représentation politique (1974-2007) », signé de Laure Bereni et Anne Revillard, traite des quotas et de la parité dans les instances représentatives de l'État français. L'historique de la discussion de la notion de quota, à partir des années 1970, et des échecs successifs de sa mise en place est tracé. Il me semble que la notion de quota est souvent rejetée en France par les lieux de pouvoir qui y voient trop de contraintes immédiates, et par les personnes, en particulier les femmes, qui ne souhaitent pas être promues au titre des quotas, comme si cela ajoutait une stigmatisation à leur

situation de dominée ou la dévoilàit. C'est en tout cas un thème qui ne fait pas l'objet de discussions publiques. On constate néanmoins qu'en l'absence de tels quotas, rien ne se passe. Selon Bereni et Revillard, la ratification par plusieurs lois de la notion de parité aura été rendue possible par une mobilisation conséquente de divers mouvements de femmes et des prises de parole de personnalités. Pour les auteures, si « *cette mise en avant de la parité atteste de la diffusion de cette catégorie comme cadre de définition de la cause des femmes important dans l'affichage du féminisme d'État* », les instances ministérielles de celui-ci associent la parité à l'accès au partage des responsabilités, ce qui, selon Bereni et Revillard, « *permet d'inclure l'accès des femmes à des postes de prestige et de pouvoir dans la sphère politique comme dans la sphère professionnelle, et notamment la fonction publique* ». Les auteures concluent que cela crée « *une nouvelle grammaire pour la promotion de la place des femmes dans la sphère professionnelle* ». On rappellera cependant que, dans les lieux de pouvoir des entreprises, le pluriel s'accorde encore très massivement au masculin, quelle que soit la part des femmes dans les entreprises.

Catherine Achin et Sandrine Lévêque (« Femmes, énarques et professionnelles de la politique. Des carrières exceptionnelles sous contraintes ») analysent quant à



elles les raisons pour lesquelles la présence importante de femmes au sein de l'École nationale d'administration (ENA) (environ 25 % depuis 1980) n'a pas été un sésame pour l'entrée de ces dernières en politique. On pourrait moduler les points de vue des auteures selon lequel les travaux sur les carrières et l'accès au métier politique ont été jusqu'à une date récente aveugles au genre (*gender-blind*), en rappelant les travaux de Janine Mossuz-Lavau et de Mariette Sineau qui sont éclairants sur le sujet. À travers la réflexion sur l'utilisation des valeurs réputées féminines comme ressource politique et permettant le 'rénchantment' de la vie, se rejoue la domination masculine puisque ce ne serait qu'en acceptant l'essentialisation qu'on pourrait accéder au pouvoir. Les auteures signalent, à juste titre, qu'il y a un déplacement des critères de légitimité des représentants et que cela coïncide avec le développement des biographies de personnages politiques dont les Français sont très friands. On pourrait se demander si ce mouvement n'accompagne pas l'érosion du pouvoir de l'État et le déclin de la puissance symbolique de ses élus au profit des propriétaires et dirigeants des multinationales. Parmi les neuf énarques élues, la valorisation de l'identité féminine passe, selon les auteures, par la présentation d'un féminisme modéré, le fait d'assumer sa féminité en se distinguant du profil de

'courtisane' et enfin la définition d'une autre manière de faire de la politique. Les auteures concluent que « *les femmes, soient-elles énarques, doivent déployer leur identité autour du genre* ». Et c'est peut-être ce qui constitue le frein principal à leur accès en politique, puisque pour accéder à l'ENA, elles ont traversé un univers traditionnellement masculin et ont dû en apprivoiser les codes.

Lucie Bargel (« La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des jeunes socialistes ») analyse la composition genrée de la direction du Mouvement des jeunes socialistes au début des années 1990, et la résistible ascension des femmes dans ce secteur, véritable 'parenthèse enchantée' avant la reprise du pouvoir par les jeunes hommes. La virilité des jeunes hommes a été moins mobilisée lors de l'accession au pouvoir du Parti socialiste (PS) et les militants d'alors ont été aspirés dans des cabinets ministériels, laissant leur place à des femmes élues pour leur capacité d'expertise (compétences sociétales, voire féministes). Les jeunes hommes socialistes, étant officiellement reconnus comme pro-féministes, la discussion sur le sujet deviendrait obsolète. Or « *la prégnance d'un discours féministe recouvre l'existence de pratiques militantes sexuées* ». On assiste à une sorte de pacification des pratiques militantes, les femmes étant manifestement considérées dans ce

contexte comme porteuses de paix. En fait, les jeunes militantes sont beaucoup plus diplômées (à âge égal, 71 % des femmes et seulement un tiers des hommes sont diplômés de 3<sup>e</sup> cycle). L'auteure établit une dichotomie entre les militantes sérieuses et les militantes légères et elle s'en explique dans une note, où elle mentionne que cette appellation ne recouvre pas un terme indigène, mais restitue bien l'ensemble des représentations indigènes pour lesquelles « *les filles légères sont moins sérieuses, plus dissipées* » dans le travail politique que les dirigeantes. Leur participation au marché sexuel et conjugal du groupe militant renforcerait la dévalorisation genrée de leurs compétences politiques.

Ces catégories nous semblent si ce n'est incorrectes du moins maladroitement, et devraient *a minima* être interprétées comme soulignant la domination masculine à l'œuvre dans les représentations qui traverseraient ce groupe militant. En effet, considérer comme *légère* (on pense à femme légère) de telles militantes ne participe-t-il pas d'une vision surannée et dévalorisante de la femme ? À *légère* on peut opposer *ascète*, *rigoriste* ou *moraliste* ; à *sérieuse* on pourrait opposer *audacieuse*, *libérée*, *hédoniste*, *autonome*. Les jeunes hommes cumuleraient les caractéristiques des femmes sérieuses et légères, heureux vainqueurs... Le retour du PS dans l'opposition en 2002 ramène

les valeurs de lutte et de virilité au premier plan et les jeunes hommes avec. Les compétences expertes sont dévaluées, et le nouveau président du Mouvement des jeunes socialistes est un jeune homme « *enfant de migrants du Maghreb* », issu du mouvement associatif de lutte contre le Front national. Ce phénomène de basculement de légitimité du groupe minoré 'femme' au groupe minoré 'enfant de migrants' n'est pas analysé comme tel. Or il y a bien actuellement compétition entre ces deux groupes avec l'adoption publique du discours sur la diversité, par l'État et les entreprises. Comme si un groupe chassait l'autre.

Anne Boigeol (« Le genre comme ressource dans l'accès des femmes au 'gouvernement du barreau' : l'exemple du barreau de Paris ») nous introduit au genre comme ressource dans l'accès des femmes au 'gouvernement du barreau'. Les mécanismes électifs et organisationnels du barreau sont minutieusement décrits, c'est un travail d'ethnologue et d'historienne tout à fait passionnant qui nous est livré. En fait, les femmes sont fort peu représentées dans les instances dirigeantes du barreau, malgré leur part désormais quasi égale dans la profession. L'apparition de l'usage d'Internet dans les campagnes électorales du barreau élargit les possibilités de se faire connaître très au-delà des cercles de notoriété traditionnelle et donne une

forte possibilité aux femmes de s'exprimer. Elles sont 'plus élues' en proportion que les hommes, mais très peu sont candidates. L'auteure présente les résultats d'une enquête sur la moitié des femmes élues au Conseil de l'Ordre. Il est intéressant de souligner qu'une sur deux vit seule. On notera que c'était également une caractéristique du modèle traditionnel de promotion des femmes en entreprise jusque dans les années 1980. On peut d'ailleurs se demander si celles qui n'ont pas été élues, et plus largement celles de l'ensemble des avocates répondent à ces caractéristiques. La comparaison pourrait ouvrir d'autres horizons de recherche. Si les pionnières se cantonnent dans une stricte neutralité de genre, les jeunes générations sont constituées en catégorie sexuée qu'il s'agit d'appréhender. L'auteure note l'émergence, en 1999, d'une liste exclusivement composée de femmes intitulée « Femmes et droit ».

En conclusion, selon ce dossier de la revue *Genèses*, le chemin est encore très long pour parvenir à ce que les femmes soient représentées à hauteur de leurs droits. L'utilisation des ressources du genre est ambiguë et celles-ci semblent être exploitables aussi bien par un sexe que par l'autre. Les succès dans l'obtention de tel ou tel poste de pouvoir particulièrement en vue ne sont jamais des acquis permanents. Ils

peuvent tout au plus être considérés comme des moments anecdotiques ou des concessions temporaires. Les lieux de pouvoir se déplacent. Par exemple, les avocats d'affaires qui travaillent avec les multinationales sont ceux qui savent le mieux se protéger de l'entrée des femmes dans leurs instances dirigeantes.

**Hélène Yvonne Meynaud**

Chercheure en sociologie en entreprise  
Associée au CRESPPA-GTM

**Florence Rochefort (ed) – *Le pouvoir du genre. Laïcités et religions 1905-2005***

(2008). Toulouse, Presses universitaires du Mirail « Le temps du genre », 275 p.

Alors que les rapports entre États, religions et genre sont au cœur de nombreux débats sociaux et politiques du XX<sup>e</sup> siècle, de l'éducation des filles à l'avortement, en passant par le divorce, et d'une actualité brûlante aussi bien en France que dans d'autres pays européens avec les différentes législations sur le port du voile islamique, ces questions n'ont pas encore acquis une grande visibilité dans la recherche francophone. Bien que divisant les féministes et les femmes depuis les débuts de la III<sup>e</sup> République, elles ne font pas l'objet de nombreuses recherches dans le champ des études de genre. C'est par ce constat que s'ouvre le livre dirigé par Florence Rochefort et qui vise précisément à commencer à combler cette lacune en proposant une approche socio-historique des laïcités et des

rapports entre État et religion, de la façon dont ils sont façonnés par les rapports de genre et dont ils les façonnent à leur tour.

Cet ouvrage collectif fait la part belle, dans sa première partie, à la genèse de la laïcité française et aux rapports complexes que les femmes et les féministes, croyantes ou non, ont entretenus avec le processus de laïcisation français. C'est particulièrement autour de l'enjeu de l'éducation des filles, aussi bien au niveau de son institutionnalisation – par les congrégations ou l'école publique – qu'au niveau de son contenu – savoirs ménagers ou savoirs 'émancipateurs' typiques du projet républicain des lumières – que se focalisèrent les débats auxquels prirent part aussi bien les hiérarchies ecclésiastiques que les associations telles que la Ligue de l'enseignement ou des associations de type féministe. Cependant, et c'est tout l'intérêt de cette partie de l'ouvrage qui analyse le moment 1905 en France métropolitaine et coloniale, les clivages furent loin d'être figés ou simples. Alors que les débats récents sur le voile ont rapidement établi une équation immuable entre laïcité et féminisme, les différents chapitres réunis ici montrent, au contraire, que les relations entre sécularisation, laïcisation et émancipation des femmes sont beaucoup plus complexes et bien souvent ambivalentes.

Les trois premiers chapitres de Michelle Zancarini-Fournel, Jean-

Paul Martin et Florence Rochefort posent ainsi la question des différences qui existeraient entre morale catholique et morale laïque et qui justifieraient l'équation faite entre laïcité et féminisme. Autrement dit, y a-t-il, dans le contenu de la morale laïque, qui s'élabore essentiellement à partir de 1910 selon Florence Rochefort, des éléments intrinsèquement favorables à l'émancipation et à l'individuation des femmes, ou l'intérêt porté par les tenants de la laïcité aux femmes, en particulier à travers l'éducation des jeunes filles, reflète-t-il avant tout une instrumentalisation de cette population par les tenants du projet politique de laïcisation ? Michelle Zancarini-Fournel insiste sur le fait que les idéologies de genre soutenues par la morale catholique et la morale laïque sont différentes, en particulier car, même si elle prône une complémentarité des sexes ainsi qu'une séparation entre sphère publique et privée, la morale laïque ne le fait pas au nom de la biologie mais au nom d'une organisation sociale. Florence Rochefort, quant à elle, insiste sur les similarités et les espoirs déçus des féministes radicales pour qui la laïcité aurait dû avoir partie liée à l'acquisition de droits politiques, et surtout sur l'instrumentalisation des femmes en vue d'élaborer un consensus national sur la laïcité. Autrement dit, dans un contexte de dépopulation, de peur démographique et de menaces de guerre, le confinement

des femmes par la morale laïque à l'espace privé et à l'éducation des enfants de la patrie vient consolider un consensus sur la séparation de l'Église et de l'État, un ordre social et un ordre genré traditionnels, et ce, malgré la rupture amenée par la laïcité, en particulier au niveau de l'éducation.

La richesse de l'analyse du moment 1905 proposée par le livre tient, outre cette vision complexe des rapports entre laïcisation et émancipation des femmes, à l'attention qui est portée au contexte local dans plusieurs des contributions. En effet, en donnant à voir les dynamiques locales d'application et d'implantation de la laïcité dans des contextes aussi variés que l'éducation publique dans les départements de la Loire et du Rhône (Michelle Zancarini-Fournel), l'éducation des jeunes filles musulmanes par les missionnaires catholiques en Tunisie (Julia Clancy-Smith) ou l'investissement des communautés juives d'Algérie dans l'enseignement public aussi bien pour leurs filles que pour leurs garçons (Joëlle Allouche-Benayoun), les différent-e-s auteur-e-s montrent que les arrangements locaux de pouvoir, le rapport de chaque communauté à l'éducation et à l'identité nationale ou religieuse, et les intérêts des différentes autorités et institutions en place (pouvoir colonial ou étatique, pouvoir local, églises, écoles confessionnelles ou publiques) structurent les dynamiques de

laïcisation. Ainsi, Clancy-Smith conclut-elle, à propos du cas tunisien, que l'investissement de populations musulmanes dans l'enseignement, catholique, pour leurs filles, et le soutien tacite des autorités françaises à cette éducation non laïque s'explique car « *le but [était] de protéger les filles de la mauvaise influence des hommes et de préserver leur moralité pour former de bonnes mères de famille, et non pas de produire de loyaux sujets coloniaux* » (p. 143).

Pour compléter cette analyse complexe et contextuelle des rapports entre laïcisation, religion et ordre de genre, la deuxième partie de l'ouvrage propose différents cas hors de France et plus proches de nous dans le temps. Les chapitres portent ainsi sur les questions du poids des intégrismes religieux au sein des institutions internationales chargées des droits des femmes (Françoise Gaspard), des lacunes de la laïcité indienne pour assurer la protection des femmes vis-à-vis des droits de communautés religieuses (Stéphanie Tawa Lama-Rewal), du processus d'islamisation et son impact sur les femmes iraniennes (Azadeh Kian-Thiébaud), du rôle des Églises américaines dans le développement et la redéfinition du mariage gai (Baptiste Coulmont), du poids de l'Église catholique dans le débat sur le droit à l'avortement en Pologne (Jacqueline Heinen), et enfin des transformations des rapports entre État et Église catho-

lique en Allemagne suite à la réouverture du débat sur l'avortement dans les années 1990 (Jean-Paul Willaime). En dépit de la diversité des cas étudiés, cette deuxième partie suscite des réflexions transversales sur les relations entre laïcisation et rapports de genre. Tout d'abord, on ne peut qu'être frappé-e par la faible influence des instruments internationaux et des processus d'intégration régionale sur les dynamiques nationales de laïcisation ou de retour du religieux. On est saisi de constater la perte d'influence des instances onusiennes chargées de protéger les droits des femmes face aux attaques des pays représentant des versions intégristes aussi bien de l'islamisme que du catholicisme. En outre, l'exemple de la Pologne donne également à voir une dynamique nationale de retour en force de l'Église catholique et de recul des droits des femmes que l'intégration européenne n'est absolument pas venue remettre en cause.

Un deuxième axe de réflexion se dégage de ces exemples étrangers, et vient conforter la vision complexe des rapports entre laïcisation, religion et émancipation des femmes offerte par la première partie de l'ouvrage. En effet, les exemples de l'Iran, des États-Unis ou de l'Allemagne offrent un contre-point au discours qui tend à associer laïcisation et émancipation. Kian-Thiébaud montre ainsi que la révolution

islamique iranienne a permis l'émancipation de couches féminines de la société iranienne, en particulier en ouvrant à des femmes de couches populaires un accès massif à l'éducation. Alors que le projet laïque était porté par des femmes d'élite, l'islamisation du régime a permis, quant à elle, une scolarisation des filles dans les campagnes qui retarde l'âge au mariage, fait baisser le nombre d'enfants par femme et augmente le nombre de mariages fondés sur le libre choix du conjoint. Le constat iranien est donc plus nuancé qu'il n'y paraît : « *En dépit de l'attachement de l'État islamique à l'ordre patriarcal, qui se manifeste dans l'application des lois islamiques et l'institutionnalisation des inégalités entre les sexes, les politiques de modernisation associées aux changements que la Révolution a induits et accompagnés, ont eu des conséquences émancipatrices pour beaucoup de femmes* » (p. 209).

De façon similaire, Coulmont insiste également sur la genèse religieuse du mariage gai aux États-Unis puisqu'il a commencé à être célébré par des officiants religieux dès les années 1970. Les églises ont donc pu être des lieux d'affirmation de reconnaissance et d'égalité avant que la dynamique politique et étatique vienne redéfinir, et, dans la plupart des cas, limiter la reconnaissance de droits égaux. Enfin, le cas du débat allemand sur l'avortement en 1995 offre un contre-

exemple instructif au cas français puisque'ici c'est l'Église catholique qui, contre Rome, décide de maintenir un consensus libéral autorisant l'avortement, et c'est l'État allemand qui, malgré le processus de sécularisation de la société et la baisse d'influence des Églises, agit de façon à maintenir leur rôle social central. Cet accord n'est bien sûr viable que si un consensus existe entre les églises et l'État sur les valeurs fondamentales, ce que le débat sur l'avortement a justement mis à l'épreuve.

On peut finalement regretter, même s'il s'agit d'un parti pris assumé, que le livre n'aborde pas les débats contemporains qui mettent aux prises laïcisation, religions et droits des femmes, en particulier que le débat sur le voile islamique à l'école publique n'ait pas fait l'objet d'une contribution. Cependant, cette absence n'enlève rien à l'ouvrage qui, même sans l'aborder frontalement, offre des pistes de réflexion sur ce thème. L'article de Florence Rochefort, par exemple, insistant sur l'instrumentalisation des femmes dans la création d'un consensus national portant aussi bien sur le « *pacte laïque* » de séparation et de sphères de pouvoir distinctes entre l'État et les églises, que sur le « *pacte de genre* » entérinant une division sexuée des rôles traditionnelle peut ainsi faire écho aux débats sur le voile car il pointe une utilisation du genre à des fins de

cohésion nationale et de redéfinition de l'identité nationale qui ont également traversé et structuré le débat récent sur le voile en France. Un livre nuancé et qui offre des analyses loin des dichotomies du débat politique, un livre à lire donc, et dont on espère qu'il sera suivi par de nombreux autres, pour donner à ce champ d'étude la place qu'il mérite dans les études sur le genre, mais aussi pour éclairer la réflexion politique sur le religieux et la laïcité dont les mouvements féministes ne peuvent pas faire l'économie.

**Éléonore Lépinard**

Université de Montréal (Canada)

**Yvonne Knibiehler – *Accoucher. Femmes, sages-femmes et médecins depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle***

(2007). Rennes, ENSP, 189 p.

L'ouvrage retrace l'histoire du métier de sage-femme, en se focalisant sur le XX<sup>e</sup> siècle et les difficultés rencontrées aujourd'hui. Historienne, Yvonne Knibiehler a écrit plusieurs ouvrages portant sur la naissance et la maternité (notamment : *L'histoire des mères du Moyen Âge à nos jours*, avec Catherine Fouquet, en 1980 ; *La Révolution maternelle depuis 1945 : femmes, maternité, citoyenneté*, en 1997 ; *Histoire des mères et de la maternité en Occident*, en 2002). Elle s'est aussi intéressée à la profession de médecin et à ses relations avec les femmes dans *La femme et les médecins* (avec Catherine Fouquet, en 1983). Elle consacre

ici un ouvrage à une activité emblématique de la périnatalité.

L'ouvrage s'appuie sur un colloque tenu à Nantes en 2004, organisé par la Société d'histoire de la naissance, sur le thème « La sage-femme d'hier à demain ». Le colloque a été l'occasion de recueillir, à partir d'un questionnaire, une centaine d'écrits de sages-femmes de différentes générations (d'une longueur de 4 à 40 pages). Ces témoignages diversifiés et riches constituent le « *fil rouge* » de l'ouvrage, qui donne ainsi une large part à la parole et à l'expérience des accoucheuses.

La présentation thématique de ces matériaux est accompagnée d'un important travail de contextualisation historique à partir de livres écrits par des chercheur-e-s en sciences sociales ainsi que des sages-femmes.

L'ouvrage, en trois parties, aborde successivement l'évolution de l'activité depuis la fin de l'entre-deux-guerres jusqu'aux années 1970, les manières dont les sages-femmes s'adaptent aux nombreuses évolutions que l'activité a connues ; ainsi que les mobilisations qu'elles ont menées dans les années 1990 et 2000 ; il se termine en s'interrogeant sur le futur de ce métier menacé.

Dans la première partie sont envisagés trois grands moments : l'entre-deux-guerres – qui marque un changement, car les accoucheuses sont mieux formées que leurs aînées, et précède la « *révolution technique et scien-*

*tifique de grande ampleur* » qui débute à la fin de la deuxième guerre mondiale (p. 5). Les naissances en institutions se multiplient alors rapidement et les médecins et le corps médical prennent le pouvoir sur la naissance et l'accouchement. Travaillant jusqu'à en libéral, les sages-femmes sont recrutées à l'hôpital. La sécurité et le confort de l'emploi salarié qu'elles y acquièrent s'accompagnent aussi d'une perte d'autonomie et de prestige, comme elles sont nombreuses à l'écrire. Leur identité professionnelle est ainsi altérée par la médicalisation croissante de la naissance, et en particulier par son hospitalisation (p. 7) – la répartition du travail et l'activité de sage-femme elle-même s'en trouvent modifiées. Dans les années 1960-70, le « *vent de la contestation* » se lève et la tendance est à la remise en question du statut et des pratiques. Cette partie s'achève sur la loi, votée en 1982, qui autorise les hommes à exercer le métier, et discute des différentes mesures prises jusqu'à la fin des années 1980, qui peuvent permettre de redéfinir l'activité en élargissant les compétences des accoucheuses (p. 66).

La seconde partie analyse les réactions des sages-femmes face à ces évolutions, dans le choix et la pratique de leur métier, de manière subjective et individuelle. Trois aspects ressortent des témoignages : l'idée d'une activité évoluant sans cesse et qui nécessite



une adaptation toujours renouvelée. Puis, la question de la « difficile conciliation » (p. 69) entre vie professionnelle et vie privée est posée. Les récits montrent que les accoucheuses se sont bien « débrouillées » (p. 69) en diversifiant les modes d'exercice de leur activité (libéral ou salarié ; temps plein ou partiel ; aide du partenaire, etc.). L'évolution des relations avec les parturientes et leurs familles est ensuite évoquée. De ces narrations individuelles, un certain changement social ressort : la solitude fréquente des jeunes mères, les transformations du couple parental et les conséquences des migrations (p. 69).

La dernière partie de l'ouvrage met l'accent sur la période de mobilisation qu'a connue le métier dans les années 1990 et 2000 et caractérise ses effets. En effet, face à la détérioration rapide de leurs conditions de travail, les sages-femmes dénoncent la dégradation de l'ensemble de l'environnement médico-social de la naissance. Aux décrets de « périnatalité », qui « serrent comme un étau » (p. 131), s'ajoutent, d'une part, les débuts de la crise économique, qui amènent à gérer les hôpitaux comme des entreprises capitalistes et, d'autre part, le recours à des protocoles de plus en plus rigides, qui s'imposent aux accoucheuses. Celles-ci déclenchent alors un grand mouvement de grève nationale en 2002. Il reçoit un soutien déterminant

de la part des usagers et intimide « les pouvoirs » (p. 131). L'auteure retrace ainsi l'évolution de l'identité professionnelle et ses frontières avec d'autres métiers de la périnatalité, puis le militantisme, les grèves, les mobilisations collectives, les revendications et les accords auxquels les sages-femmes sont parvenues. Le présent et l'avenir de l'activité clôturent l'ouvrage.

Celui-ci, très intéressant et agréable à lire, donne à voir un panorama complet de la situation à laquelle ont été et sont confrontées les sages-femmes, dans leur métier et leur vie personnelle.

On peut regretter qu'il n'y ait pas de conclusion – le dernier chapitre peut cependant en faire office. De plus les matériaux sont relativement réduits (leurs limites sont énoncées par l'auteure) : le nombre de témoignages est faible en comparaison des 16 à 17 000 sages-femmes en activité en France et celles qui ont pris la plume font partie d'une élite. Yvonne Knibiehler suggère à d'autres d'y pallier avec, par exemple, des témoignages de partenaires professionnels et d'accouchées.

L'ouvrage permet de percevoir les enjeux, la réalité, la situation passée et présente du métier d'accoucheuse, à travers deux aspects : l'évolution du statut de ce métier féminin, qui est opposé par l'auteure au « pouvoir » des hommes-médecins – « les hommes de l'art » –, ainsi que son dépérissement possible : elles sont

de moins en moins nombreuses en France et la disparition du métier est envisagée, sinon programmée au début des années 1980. Le métier est ainsi caractérisé sous l'angle de l'identité et des pratiques professionnelles, du militantisme et des revendications, de ses perspectives et de ses évolutions possibles.

Plus largement, deux domaines sont abordés en filigrane : celui de la procréation et de la reproduction humaine, dont les « violents » bouleversements peuvent être observés – d'une manière indirecte – au travers de l'activité de sage-femme car celle-ci y occupe une position déterminante (p. 5) ; celui de l'identité féminine, par la question posée en début d'ouvrage : les sages-femmes se sentent-elles aussi menacées en tant que *femmes* ? (p. 6). En effet, selon l'auteure, faire leur histoire équivaldrait à « élucider la mémoire du deuxième sexe [et] interroger l'identité féminine » (p. 7), du fait du caractère emblématique de l'accouchement pour la féminité. De cette manière, améliorer les conditions de travail des accoucheuses reviendrait à respecter toutes les femmes. Or, d'une part, l'auteure regrette que le « pouvoir médical », en élargissant la domination masculine au domaine de la naissance, ait progressivement effacé « cette part de l'identité féminine tenue longtemps pour essentielle » (p. 6). D'autre part, la « compétence de genre » (p. 7) serait remise en cause depuis

1982, par l'accès des hommes à ce métier. Cependant, on peut se demander si l'identité féminine est encore aujourd'hui indissociable de la maternité, si la première se résume à la seconde, et ce que les femmes ont à y gagner. De plus, on peut se réjouir que les hommes entrent dans le domaine de la naissance et de l'accouchement, tout en étant attentif-ve-s à l'égalité des sexes dans l'exercice de cette activité.

**Marie Bonici**

Chercheuse associée au CERLIS  
(Université Paris Descartes)

**Danièle Linhart (ed) – Pourquoi travaillons-nous ? Une approche sociologique de la subjectivité au travail**

(2008). Ramonville Saint-Agne, Érès  
« Clinique du travail », 336 p.

L'ouvrage dirigé par Danièle Linhart se propose d'initier des recherches sur la subjectivité au travail qui apparaît désormais comme un véritable enjeu des relations professionnelles. Dans un contexte d'individualisation des carrières et d'intensification du travail, les stratégies managériales recherchent en effet de plus en plus à mobiliser la subjectivité des travailleurs/euses. Pourtant cette subjectivité constitue également une ressource fondamentale pour les salarié-e-s puisqu'elle leur permet, dans certains cas, de résister à la domination. La subjectivité au travail est ainsi soumise à des tensions, prise entre les aspirations individuelles et les

subordinations aux impératifs du monde du travail. Pour en rendre compte, l'ouvrage, constitué de dix enquêtes de terrain, explore la diversité des formes de subjectivité au travail.

Il contribue tout d'abord à souligner le rôle fondamental joué par l'activité professionnelle dans l'intégration sociale et dans la transformation des subjectivités individuelles. La contribution de Fabrice Guilbaud relative au travail des détenus s'inscrit dans cette perspective. Elle montre que l'activité professionnelle est un gage de libération, de pacification des relations sociales mais aussi d'une resocialisation et d'une reconstruction de l'identité : le détenu échangeant, pour un temps et malgré sa surexploitation, son identité de délinquant au profit d'une identité de salarié.

L'ouvrage s'intéresse également aux conséquences engendrées par les transformations de l'emploi et par les nouveaux impératifs managériaux. L'exemple des cadres d'agences bancaires, évoqué par Isabelle Bertaux-Wiame, illustre à quel point le management soumet la vie privée de ses employé-e-s – mais aussi leurs couples et leurs familles –, en les contraignant à être mobiles pour espérer des évolutions de carrière. L'auteure expose à la fois comment l'impératif de mobilité est source de tensions et de négociations au sein du couple et comment les femmes, bien moins libres de sacrifier leurs vies privées, ou

moins prêtes à le faire, renoncent à la mobilité et acceptent de ce fait des carrières moins prestigieuses. Dans cette même perspective, José Angel Calderón montre comment les nouvelles méthodes de gestion de la main-d'œuvre contribuent à fragmenter le salariat et à limiter à la fois l'émergence d'une subjectivité collective et celle d'une conscience de classe. La coexistence de statuts inégaux au sein d'une usine équipementière de la périphérie barcelonaise, divisée entre des travailleurs/euses âgé-e-s, stables et solidaires et des travailleurs/euses jeunes et précaires, engendre non seulement des inégalités de salaires mais également des inégalités de pouvoir dans l'entreprise.

L'emprise du management sur la subjectivité des travailleurs et travailleuses n'est pas l'apanage du secteur privé. La fonction publique n'est en effet pas exempte de telles transformations comme le suggèrent Jean-Philippe Melchior et Danièle Linhart. Le premier, s'intéressant aux travailleurs sociaux, hommes et femmes, montre que le passage aux 35 heures a conduit à une intensification et à une redéfinition du travail compte tenu du gel des embauches. L'activité des travailleurs sociaux se transforme de ce fait pour devenir de plus en plus centrée sur la gestion administrative au détriment de l'accompagnement social, et donne l'impression à ces salarié-e-s de devenir davantage des auxiliaires

de justice travestissant leur engagement initial. Danièle Linhart évoque, pour sa part, les conséquences de la réorganisation des services de l'équipement en France sur la subjectivité de leurs salarié·e·s. Elle met en évidence une profonde transformation du vécu professionnel des travailleurs, hommes et femmes des Directions départementales de l'Équipement suite au transfert de leur mission aux collectivités locales. La mobilisation de la subjectivité des salarié·e·s apparaît ainsi comme un véritable enjeu dont la centralité transparaît notamment à travers la contribution d'Annie Dussuet. S'intéressant aux personnels de services à domicile auprès des personnes âgées, l'auteure décrit comment cette profession nécessite le plein engagement de la subjectivité des salariées, gage de la qualité du service rendu. Elle signale également la difficulté, pour ces auxiliaires de vie, d'établir une ligne de partage franche entre ce qui relève de l'activité professionnelle et ce qui relève de l'engagement personnel et de la bienveillance envers les personnes âgées dont elles s'occupent. Une exploitation invisible des salariées est ainsi à l'œuvre compte tenu de l'empiètement fréquent du temps professionnel sur leur vie privée. D'autre part, Annie Dussuet souligne la difficulté pour ces salariées de faire reconnaître leurs savoir-faire et l'intensité de leur engagement subjectif pour justi-

fier de meilleures rémunérations.

Le souhait managérial de soumettre les subjectivités des travailleurs/euses aux impératifs de production peut néanmoins trouver les résistances de cette même subjectivité. C'est ce dont témoigne Sabine Fortino en analysant les difficultés que rencontre la direction d'un fournisseur d'énergie pour imposer à ses salarié·e·s d'effectuer des coupures d'électricité envers les usagers et usagères pauvres n'ayant pas réglé leurs factures. De même, Brahim Labari montre comment, face à l'exploitation, des salariées marocaines de l'habillement, travaillant à Casablanca pour des entreprises étrangères, tentent de résister aux formes de violence symbolique de la hiérarchie masculine en revendiquant, par exemple, leur islamité et leur appartenance à la culture marocaine par le port du hidjab et du foulard. Il relate également comment elles parviennent à ridiculiser le discours managérial en jouant sur les registres langagiers. De même, Hélène Carteron souligne que, dans certains cas, les nouvelles formes d'organisation du travail peuvent engendrer, contre leur gré, l'émergence de collectifs de travail soudés, comme en témoigne l'exemple des ouvrières de l'industrie laitière volontaires pour le travail de nuit. L'activité professionnelle nocturne leur permet d'accroître leurs revenus mais également de revendiquer l'appartenance à une sorte

d'élite ouvrière singularisée par son rythme de travail. Le travail de nuit leur donne la possibilité de mieux vivre, de mieux organiser leur temps de loisir et de vie puisque celui-ci n'est plus perturbé par l'alternance des 2 x 8. En outre, le travail de nuit est également caractérisé par une plus grande autonomie vis-à-vis de la direction et par une plus grande solidarité que celle existant dans les équipes de jour.

Au final, et compte tenu de la diversité des contributions et des témoignages relatifs aux mondes du travail, l'ouvrage propose un programme de recherche ambitieux et prometteur tout en offrant au lecteur d'intéressantes monographies. Comme le suggère Danièle Linhart dans la conclusion, ces contributions invitent également à préciser la notion même de 'subjectivité' pour l'appliquer ensuite à de nouvelles situations de travail comme les emplois précaires. C'est finalement sur ce point que le lecteur reste quelque peu réservé, cernant mal les contours de ce nouveau concept qui varie en fonction des auteurs et qui lui paraît finalement encore relativement flou. L'importance du genre dans la construction des subjectivités au travail, si elle est par moment abordée de manière indirecte, ne lui semble pas non plus pleinement questionnée.

**Jean-Daniel Boyer**

Université de Strasbourg  
Cultures et Sociétés en Europe

**Nirmal Puwar – *Space Invaders: Race, Gender and Bodies out of Place***

(2004). Oxford, Berg, 224 p.

et **Susan Halford & Pauline Leonard – *Negotiating Gendered Identities at Work: Place, Space and Time***

(2006) Basingstoke, Palgrave Macmillan, 208 p.

Depuis quelques années, la sociologie de l'espace, et en particulier des espaces sexués se développe en Grande-Bretagne. Les deux ouvrages présentés ici apportent une réflexion originale sur le corps et l'identité des hommes et des femmes dans les espaces de travail, dans le cadre de la haute fonction publique britannique dans *Space Invaders*, de Nirmal Puwar, et dans le contexte des hôpitaux britanniques dans *Negotiating Gendered Identities at Work*, de Susan Halford et Pauline Leonard. Un des apports de ces recherches est de lier l'espace et le temps dans l'analyse des corps et des identités. L'espace y est vu comme dynamique, ouvert aux changements, tout en présentant une sédimentation de processus sociaux, sexués et raciaux. Comme ces espaces sont marqués par le genre, la race et la classe sociale, certains corps n'y sont pas bienvenus, et donc sont soit exclus, soit intégrés de façon différente et inégale par rapport à une norme blanche et masculine.

*Space Invaders* s'ouvre sur l'étude de la construction théo-

rique et historique du sujet politique colonial et postcolonial et de la norme somatique idéale qui l'accompagne. Le discours politique est qualifié de « *somatophobe* », dans le sens où le corps de l'individu politique est désincarné : il est considéré comme neutre alors qu'il est en fait masculin, d'où ce sentiment d'« *anxiété ontologique* » lorsqu'un corps féminin fait irruption dans l'espace politique. Comme l'espace du politique est défini par les masculinités hégémoniques, la présence des femmes – rare mais de plus en plus fréquente – se trouve sous surveillance. La reconnaissance des femmes n'y est qu'allégorique, et encore seulement lorsque leur féminité est associée à la maternité, la terre ou la justice.

Le chapitre suivant étudie les relations des corps avec les espaces de Whitehall – les ministères – et Westminster – le Parlement – et l'impact socio-spatial de nouveaux corps « *dissonants* », ceux des minorités ethniques. Le corps masculin blanc est devenu « *l'occupant naturel* » des espaces de pouvoir, par conséquent les corps « *minoritaires* » sont toujours remarqués et provoquent deux réactions : la désorientation du regard (voir des noirs dans l'espace politique en tant qu'hommes politiques et non plus en tant qu'employés de service déstabilise « *l'occupant naturel* »); et l'amplification, qui exagère le

nombre de minorités raciales présentes dans l'espace.

Le quatrième chapitre analyse les processus de visibilité et d'invisibilité des corps dans ces espaces et comment ceux-ci impliquent exclusion ou inclusion différenciée pour les minorités. Ainsi, les corps étrangers sont à la fois vus sans être vus : très visibles par leurs corps dissonants, ils sont invisibles dès lors qu'ils se positionnent en termes de compétence et de représentation universelle. Toute erreur dans leur travail est remarquée et amplifiée, et est utilisée pour justifier davantage de surveillance. Ce « *poids du doute* » (*burden of doubt*) va de pair avec le « *poids de la représentation* » (*burden of representation*), le fait d'être vu comme représentant les capacités des groupes de sexe ou de race auxquels ils sont censés appartenir. Infantilisées, femmes et minorités sont systématiquement rajeunies en âge et en ancienneté.

Le cinquième chapitre dévoile les contradictions auxquelles les femmes doivent faire face quand elles revêtent les tenues des hommes. Utilisant les apports de Judith Butler sur la performance et le performatif, Puwar montre que les femmes sont jugées sur la façon dont elles 'font' simultanément de la féminité et du 'député masculin', ce qui demande beaucoup d'effort et d'imagination dans le choix de costumes et de modèles : comme il n'y a pas de code vestimentaire clair et formel

pour les femmes, elles doivent faire des choix sans modèle précis. Ainsi, de nombreuses femmes font attention à garder une certaine féminité dans un costume et un espace masculins, car deux excès sont à éviter : entre l'hystérie (trop de féminité) et le grotesque (trop de masculinité), elles doivent 'gérer leur féminité' pour réussir en politique, Margaret Thatcher restant un modèle dans cet espace.

Enfin, le dernier chapitre explique comment les intrus deviennent des *insiders*. Dans le sillage des analyses de Pierre Bourdieu, Puwar explique que pour être inclus, même de façon différenciée, il faut maîtriser l'habitus approprié au champ politique qui implique une maîtrise cinétique de l'espace. Ainsi, l'appartenance à la 'bonne' classe sociale est très importante pour ces 'étrangers', qui deviennent alors des étrangers 'familiers', ayant au moins le bon habitus de classe, si ce n'est de genre ou de race. La complexité ontologique de leur position – entre *insider* et *outsider* – explique pourquoi, une fois inclus dans cet espace politique, ces minorités nient l'effet de race, de genre et de classe : la foi en la méritocratie nie le corps et affirme l'existence d'un sujet rationnel somatophobe car le contraire implique un rejet des normes établies du professionnalisme.

La conclusion résume le rapport à double sens entre l'espace et le corps : premièrement, les corps spécifiques sont associés,

avec le temps, à des espaces spécifiques ; deuxièmement, les espaces sont marqués comme des territoires appartenant à des corps particuliers. Les catégories homme/femme et blanc/noir sont en relation et en opposition, voire exclusion, dans les espaces. Pour Puwar, la haute fonction publique et la politique britanniques ont toujours des difficultés à accepter la différence des corps, qui ne sont admis que dans la mesure où ceux-ci imitent la norme, qui n'est pas remise en question. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la seule présence de corps nouveaux suffise à modifier le monde politique.

Le point de départ de Halford et Leonard, dans *Negotiating Gendered Identities at Work*, est la volonté d'élargir notre compréhension des relations entre les organisations sexuées et les identités personnelles, par une étude empirique des médecins et infirmier-e-s dans deux structures hospitalières britanniques. Après une revue critique de la littérature sur le sujet, les auteures présentent le système de santé britannique et de ses professions, dans le contexte des réformes de l'hôpital et du National Health Service, ainsi que les recherches existantes sur les identités professionnelles, en particulier celles des infirmières et médecins. L'histoire des infirmières britanniques est exposée, y compris les débats sur leur statut de 'profession'. Le caractère féminin de la profession

infirmière est opposé à la caractérisation masculine de la profession de médecin. Un chapitre méthodologique montre l'utilité de la comparaison dans les recherches sur l'identité professionnelle : deux hôpitaux très différents ont été choisis, avec des types d'organisation et de pratique médicale différents, des tailles et spécialités opposées, afin de voir l'impact de l'espace sur les identités. Quatre chapitres traitent ensuite de l'enquête empirique : deux sur l'espace et deux sur le temps.

Tout d'abord, les auteures retracent l'émergence récente du concept d'espace en sociologie, lié à la notion du performatif en identité. L'espace, concept dynamique, est impliqué dans la construction et la performance des identités, aussi bien en tant qu'espace vécu et utilisé, que comme espace construit par des processus locaux et globaux. Il peut donc y avoir des conceptions multiples et opposées du même espace, mais cette diversité d'interprétations est limitée par une construction dominante et reconnue. Les différents espaces offrent à la fois des possibilités et des contraintes pour l'expression de soi. Les espaces sont relatifs et construits par rapport aux autres espaces, en particulier les lieux de travail précédemment fréquentés et aussi ceux dans lesquels on projette de vivre. Ainsi le premier hôpital étudié, Lakeside Hospital, est construit comme un espace à dimension internationale,

d'excellence, et masculin, tandis que le second, Seaside Hospital, est bâti comme un espace à dimension locale, féminin, orienté vers le soin des patients.

L'étude porte ensuite sur les pratiques spatiales des corps, appréhendées par les récits des libertés et restrictions spatiales et par l'étude des mouvements observés. Tandis que le chapitre précédent analysait les représentations de l'espace, ce chapitre voit comment celui-ci est vécu et utilisé, de manière matérielle et symbolique, à travers une description minutieuse de l'architecture, de la décoration, des objets, des bruits, mais aussi du contrôle des espaces, des règles d'accès et d'exclusion. Un mouvement expansif et autoritaire du côté masculin s'oppose à une occupation restreinte et hésitante de l'espace du côté féminin. Ces spatialités sexuées s'enchevêtrent avec les discours professionnels : les infirmières ont des mouvements qui sont davantage délimités à un espace confiné, alors même que cet espace n'est jamais complètement le leur, puisqu'il est constamment 'envahi' par d'autres ; les médecins, en revanche, sont davantage en mouvement, ont des espaces propres qu'ils contrôlent – ils ont davantage la possibilité d'avoir plusieurs identités et ils sont plus visibles, tout en se faisant rares et précieux.

Par ailleurs, les hôpitaux ont un rapport particulier au temps : dans ces organisations fonction-



nant en continu, la profession de médecin est marquée par la durée de leur formation et de leur apprentissage, et par la disponibilité en temps que l'activité requiert. Cette chronophagie est de plus en plus critiquée par des membres de la profession, alors même que les femmes vont bientôt devenir majoritaires dans ce groupe. En revanche, être infirmier ou infirmière n'est pas considéré comme une carrière, mais juste un emploi. Le temps de cette profession peut être vu de deux manières : soit un temps limité par les horaires des services ; soit un temps d'activité illimité, lié aux besoins du patient. Le temps revient constamment dans les entretiens : les identités sont comme négociées à travers et à l'encontre des pressions sur le temps de travail qui s'est intensifié.

Partant du postulat que tout récit de vie est un processus de négociation d'identité, le dernier chapitre étudie les trajectoires des individus. Les différences de genre se révèlent dans la hiérarchie de l'importance donnée aux événements, les femmes ayant rarement des progressions uniques vers des objectifs prédéterminés, mais plutôt des événements et

rythmes répétés avec des dérangements imprévus. Mais il n'y a apparemment pas d'opposition binaire entre une temporalité linéaire des hommes et une temporalité biologique et familiale des femmes. Les auteures concluent que non seulement les ressources et négociations de l'identité sont sexuées mais que l'est aussi la conceptualisation même de l'identité.

Si l'intérêt majeur de ces ouvrages réside dans l'adoption d'une perspective spatiale au sein d'une sociologie du genre, les sociologues du travail et des professions seront sans aucun doute également passionnés par cette nouvelle approche. *Space Invaders* pourra également intéresser les politistes qui y trouveront une présentation fine des caractéristiques sexuées et raciales des hauts fonctionnaires et des parlementaires britanniques, tandis que *Negotiating Gendered Identities at Work* sera utile aux sociologues de la santé qui se penchent sur l'identité professionnelle des médecins et infirmiers – hommes et femmes – à l'hôpital.

**Marjolaine Roger**

Doctorante, CRESPPA-CSU  
Université Paris 8 et Université du Kent